



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



● Agence Régionale de Santé
Bourgogne-
Franche-Comté



le Département

Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté

Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par :

Courriel :

Département du Doubs

Direction de l'Autonomie

Affaire suivie par :

Courriel :

Dijon, le 18 octobre 2024

**Le directeur général de l'Agence régionale de santé
Bourgogne-Franche-Comté**

La Présidente du Département du Doubs

à

**Monsieur le Président de la MUTUALITE FRANCAISE
COMTOISE SSAM
67 R DES CRAS
25041 BESANCON CEDEX**

RAR N° 2C 182 939 7341 3

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 250011624 – EHPAD LA TOURNELLE – ETUPES

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, nous vous avons adressé, par lettre du 30 juillet 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 4 prescriptions et 3 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport. Un délai supplémentaire vous a par ailleurs été accordé.

ARS Bourgogne-Franche-Comté

Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Département du Doubs

7 Avenue de la Gare d'Eau, 25031 Besançon cedex
Tél : 03 81 25 81 25 – Site : www.doubs.fr

Nous accusons réception de votre réponse en date du 25 septembre 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à notre connaissance et conformément à ce que nous vous annoncions dans notre lettre du 30 juillet 2024, nous vous notifions les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

Nous appelons votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi et plus particulièrement par :
[redacted] le mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale Nord Franche-Comté à l'Agence régionale Bourgogne Franche-Comté :
[redacted]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé et de l'accès aux soins,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**Le directeur général de l'Agence régionale de
santé Bourgogne-Franche-Comté**



**La présidente du département
du Doubs**



Copies à :

**Madame la directrice
EHPAD LA TOURNELLE
R PASTEUR
25460 ETUPES**

**Madame la Présidente
Département du Doubs
7 avenue de la Gare d'Eau
25031 BESANCON CEDEX**

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Département du Doubs
7 Avenue de la Gare d'Eau, 25031 Besançon cedex
Tél : 03 81 25 81 25 - Site : www.doubs.fr

Date de mise à jour des mesures : 01/10/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Commune : ETUDES

Prescriptions									
Nb	2	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport I/N	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médecin coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement (0,4 ETP) disposant de la qualification requise et proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159-13 du CASP	6 mois	Publication d'offres d'emploi. Contrat de travail du médecin coordonnateur nouvellement recruté + copie du diplôme nécessaire pour exercer en libéral (DU généraliste)	E4	N		La mission prend note des actions mises en œuvre pour recruter un médecin coordonnateur notamment avec la publication régulière d'une offre d'emploi de médecin coordonnateur pour plusieurs sites en lien avec le périmètre du directeur. Dans l'attente du recrutement d'un médecin, la prescription n°1 est maintenue et notifiée.
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE/ DEC (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignées en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant (IDE) et le recours aux CDO (AS) ; - en proposant aux professionnels IFAS en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L311-3 du CASP Article L312-1 II et 4 du CASP Article D312-155-0 II du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée. Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés, les délais et les relations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel (notamment IDE). Liste des agents IFAS en poste au 01/07/2024 Tableau de suivi nominatif des personnels IFAS en cours de VAE ou formation diplômante (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur).	E2 E5 R4	Abandonnée		Le gestionnaire a transmis les éléments attendus : la maquette organisationnelle révisée, un trombone-copie, la liste de postes vacants, les publications des offres d'emploi ainsi que la liste des agents IFAS au 01/07/2024 (tableau de suivi nominatif fourni). Le gestionnaire indique avoir mis en place un groupe de travail "Projet pour l'emploi et le Parcours des Soins" (PFS) avec un processus d'intégration aux nouveaux arrivants" et avoir recruté une IDE à 80% depuis mars 2024. La prescription n°2 est abandonnée.
3		Revoir les modalités de délégation et de signature du directeur de l'établissement afin que cette délégation mentionne bien toutes les compétences et les missions réglementaires	Article D312-176-5 du CASP	3 mois	Délégation de pouvoir et signatures révisée et signée, faisant mention des 4 items obligatoires.	E1	N		L'établissement a transmis un nouveau document relatif aux modalités de délégation de pouvoir. Toutefois, la mission note que ce document n'est pas conforme aux dispositions relatives de l'article D312-176-5 du CASP car il ne concerne pas les 4 items obligatoires (conduite de la définition et de la mise en œuvre du projet d'établissement, gestion et animation des ressources humaines, gestion budgétaire, financière et comptable et coordination avec les institutions et intervenants extérieurs). La prescription n°3 est maintenue et notifiée.
4		Prévoir dans le plan de formation, les formations relatives aux gestes d'urgence ou de recyclage (AFGSU1) et celles relatives au personnel soignant (AFGSU2).	D6311-19 CSP Arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attribution de formation aux gestes et soins.	6 mois	Plan de formation réalisé (2024) Plan de formation prévisionnel (2024, 2025)	E3	Abandonnée		A partir du plan de formation prévisionnel révisé, la mission constate que des formations relatives aux gestes d'urgence ou de recyclage (AFGSU1) et celles relatives au personnel soignant (AFGSU2) ont été programmées au second semestre de 2024. La recommandation n°4 est abandonnée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour
des mesures : 01/10/2024

Affaire suivie par : 

Nom établissement : EHPAD LA TOURNELLE

Adresse : Rue Pasteur

Code postal : 25460

Commune : ETUPES

Recommandations			
Nb	1	Libellé	<div>Référentiel de bonnes pratiques</div> <div>Référence rapport E/R</div> <div>Observations</div>
1	Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relatent de tels agissements.		<div>R1</div> <div>La mission accuse réception de la politique de promotion de la bientraitance, établie par la Mutualité Française Comtoise. Toutefois, ce document ne précise pas les dispositions relatives aux obligations des salariés en matière de signalement de faits de maltraitance et de leur protection lorsqu'ils dénoncent ces faits. La recommandation n°1 est maintenue.</div>
2	Renforcer, auprès des professionnels intervenant dans le soin, la diffusion et l'application des bonnes pratiques professionnelles en gériatrie, leur harmonisation et consolider l'organisation des soins dispensés en instaurant des réunions de coordination et régulation des équipes soignantes pilotées par le MEDEC et/ou l'IDEC.		<div>R3</div> <div>RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre – HAS -2008 partie 2 p.25 RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008 La recommandation n°2 n'est pas maintenue.</div>
3	Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.		<div>R2</div> <div>RBPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008RBPP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008 A partir du plan de formation prévisionnel révisé, la mission constate que des formations relatives à la promotion de la bientraitance sont prévues en 2024. La recommandation n°3 n'est pas maintenue.</div>